

SESSIONI URDINARIA DI U 2018

RIUNIONI DI U 31 D'UTTROVI

N° 2018 / 08

**QUISTIONI URALI DIPUSITATA DA Luiggi Delogu
À nomu di u gruppu « Custruimu l'avvene »
À l'attinzioni di u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu Gilles Simeoni**

Objet : Stratégie politique quant aux revendications du peuple corse

Monsieur le Président du Conseil Exécutif,

Le samedi 3 Février à Ajaccio, s'est déroulée une manifestation dont vous étiez, avec le Président de l'Assemblée de Corse, les initiateurs, sous la bannière de "Demucrazia è rispettu pà u populu corsu".

Cette manifestation a réuni de très nombreux corses dans les rues d'Aiacciu. Elle avait pour but de prouver à l'Etat qu'une réelle ferveur populaire existait au sujet des revendications que vous portez, au nom de notre peuple, à Paris. Cette ferveur dépassant même la sphère nationaliste puisque de nombreuses thématiques concernent et peuvent fédérer l'ensemble de la société corse.

La Corse entière a attendu que l'Etat engage de réelles discussions avec vous, nos représentants, sur tous les sujets fondamentaux sur lesquels nous attendions des réponses concrètes, des possibilités d'actions et espérons enfin une évolution palpable.

C'est donc forts du soutien populaire ainsi que d'une légitimité incontestable suite à l'obtention de plus de 56% des voix aux élections territoriales de 2017 que vous avez pris part aux discussions concernant l'entrée de la Corse dans la constitution, afin de faire valoir nos spécificités et d'obtenir pour la Corse une autonomie "de plein droit et de plein exercice".

Malheureusement, l'Etat a, une fois de plus, fermé la porte.

Oubliées les promesses de campagne du candidat Macron, le dialogue démocratique que vous essayez de mener avec l'Etat est souvent mis à mal par vos interlocuteurs. En effet, comment peut-on parler d'un dialogue alors que Paris n'a pas compris le principe de la communication, à quand sourd quant aux revendications de notre peuple, à quand muet lorsqu'il s'agit de proposer des solutions.

Outre le discours humiliant d'Emmanuel Macron à l'Alb'oru à l'encontre de notre peuple et notamment de ses représentants, les négociations concernant le contenu de l'article constitutionnel relatif à la Corse n'ont été qu'une vaste plaisanterie, un acte méprisant tant à l'encontre des corses qu'au vôtre, les dés étant jetés bien avant votre arrivée à Paris.

Depuis, nous avons pu assister à un ballet de visites ministérielle stériles, qui se suivent et se ressemblent, entraînant à chaque fois une déception certaine.

Les revendications du peuple corse sont d'autant plus légitimes qu'elles ont aujourd'hui une portée démocratique jamais égalée. Si elles font l'unanimité sur la majorité des sujets, c'est parce qu'elles sont vitales pour notre peuple, et pour la jeunesse plus encore, car cette Corse que vous souhaitez bâtir pour vos enfants, au regard de nos âges respectifs, sera la nôtre. Et si nous sommes ici, en tant que porte-paroles de la jeunesse, c'est pour vous dire que justement, celle-ci se préoccupe de son avenir, et qu'elle souhaite plus que tout pouvoir poursuivre la construction d'une Corse émancipée et saine pour ceux qui viendront après elle.

Nous ne pouvons imaginer une seule seconde que vous pensiez à laisser ces revendications au placard alors que vous disposez de toute la légitimité qu'un peuple puisse donner, et êtes accompagnés de tous les espoirs de réussite de la part de dizaines de milliers d'êtres qui vivent sur cette terre.

Nous voyons bien, que ce soit au niveau du Conseil Exécutif ou de nos députés que vous vous démenez pour obtenir des avancées significatives pour la Corse et les corses. Nous avançons à petit pas.

Cependant, Monsieur le Président du Conseil Exécutif, puisque l'Etat ne semble pas disposé à donner suite aux revendications que vous portez au nom de notre peuple.

Puisque le peuple corse a décidé de soutenir massivement la voie pacifique que vous empruntez, laissant au domaine politique l'entière liberté d'action concernant la question des relations et des négociations avec l'Etat, je vous pose les questions suivantes :

Notre seule chance réside-t-elle uniquement dans l'avènement hypothétique d'un gouvernement national français qui entendra enfin que le peuple corse existe, peuple qui sait mieux que quiconque ce qui est bon pour lui ?

Comment, désormais, débloquer la situation afin de satisfaire les revendications fondamentales dont les corses vous ont fait le porte-paroles ?